Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

Organe du Courant Communiste International en Belgique

N° 349
1e TRIMESTRE 2011
1,30 EUR

Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9925

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an

ISSN 0771.4750

EGYPTE, TUNISIE

Notre force, c'est la lutte massive !

Que s'est-il passé en Tunisie et en Egypte, ces dernières semaines et que se passe-t-il aujourd'hui en Libye? Un soulèvement massif de la population et des classes exploitées contre des régimes de terreur, des conditions de vie effroyables, un chômage et une misère rendus intolérables par la pression d'une crise économique mondiale. Cette lame de fond démontre au monde entier que les gouvernements, même les plus ouvertement sanguinaires, ne sont pas tout-puissants. Il est possible de les renverser. Pour autant, après le départ de Moubarak en Egypte comme après celui de Ben Ali en Tunisie, rien n'est résolu. En Egypte comme en Tunisie, les nouveaux "représentants" du pouvoir, qu'ils soient militaires ou civils, appartiennent à la même clique, au même camp, à la même classe que les anciens. Ils gardent le même objectif?: nous exploiter!

La bourgeoisie occidentale, de gauche comme de droite, après avoir fait ami-ami avec tous ces dictateurs pendant des décennies, encense maintenant hypocritement les "peuples courageux qui se sont battus pour la démocratie". Mais la misère et la répression qui ont provoqué la révolte sont toujours là. Comme elle reste présente dans le monde entier asservi au capitalisme et à la classe dominante.

Quelle est le sens de la révolte?

L'effet "dominos" qui aboutit aujourd'hui au renversement ou à la remise en cause directe de plusieurs régimes tyranniques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient évoque pour beaucoup l'effondrement en chaîne des régimes du bloc de l'Est au début des années 1990. Elle est d'ailleurs porteuse d'une même illusion: entretenir de faux espoirs démocratiques dans les populations libérées de décennies de terreur. Mais il existe une différence capitale entre les deux mouvements et les deux périodes. En 1989-90, c'est la bourgeoisie qui en avait entièrement tiré les bénéfices en développant son idéologie mensongère sur la mort du communisme (en l'assimilant aux régimes staliniens en décomposition). Les prolétaires n'avaient ainsi pas eu conscience que c'était en réalité un pan entier du système capitaliste en faillite qui s'effondrait. Toute cette propagande avait porté un coup très important au moral et à la combativité de notre classe.



Concrètement, il y a eu très peu de luttes à travers le monde durant toutes les années 1990. Mais aujourd'hui, la libération de populations entières du joug et de la chape de plomb qu'imposaient des dictateurs haïs est au contraire un encouragement à la lutte partout dans le monde même si ces soulèvements restent prisonniers de pernicieuses idéologies nationalistes et de fortes illusions électoralistes. La présence des ouvriers dans ce mouvement, s'affirmant sur leur terrain de classe, autour de leurs propres revendications, en constitue d'ailleurs l'élément le plus positif. Et c'est précisément ce qui inspire des craintes à la bourgeoisie partout dans le monde. Les luttes ouvrières au début noyées dans l'explosion de colère générale ont, surtout en Egypte, joué un rôle qui a certainement accéléré les événements. C'est significativement 48 heures seulement après l'extension de ces grèves dans la région industrielle du canal de Suez qu'Obama a persuadé l'armée que le départ de Moubarak devait être immédiat. Et il est encore plus édifiant qu'après cela, le mouvement de grève a continué de s'amplifier, contraignant l'armée, le nouveau maître national, à lancer un message sans équivoque intimant aux grèves de cesser et aux ouvriers et employés de reprendre leur travail !

L'affirmation des luttes ouvrières...

Hossam el-Hamalawy [1] exprime, dans un article publié par *The Guardian* du 14 février, cette recrudescence de la lutte des ouvriers?: *"Toutes les classes en Egypte ont pris part à l'insurrection. Moubarak a réussi à s'aliéner toutes les classes sociales de la société. Sur la place Tahrir, vous pouviez rencontrer les fils et les filles de l'élite égyptienne, collaborant avec les travailleurs, les citoyens de la classe moyenne et les pauvres des zones urbaines. Mais n'oubliez pas que c'est seulement quand des grèves massives ont démarré que le régime a commencé à s'effriter, et que l'armée a dû forcer Moubarak à démissionner parce que le système allait s'effondrer... Dès le premier jour de l'insurrection, le 25 janvier, la classe ouvrière a pris part aux manifestations. Toutefois, les travailleurs ont commencé à participer d'abord comme "manifestants" et pas nécessairement en tant "qu'ouvriers", c'est à dire qu'ils n'agissaient pas de façon autonome. C'est le gouvernement qui avait arrêté l'économie, et non les manifestants, avec son couvre-feu, et en fermant les banques et les entreprises. Il s'était agi d'une grève capitaliste, qui visait à terroriser le peuple égyptien."*

Un article de David McNally [2] sur *www.pmpress.org* donne une idée de l'ampleur des luttes ouvrières par la suite: *"Au cours de la semaine du 7 février, des dizaines de milliers d'entre eux se sont précipités dans l'action. Des milliers de cheminots ont fait grève et ont bloqué des lignes de chemin de fer. Six mille travailleurs du Service du Canal de Suez ont débrayé et ont organisé des sit-in à Suez et dans deux autres villes. A Mahalla, 1500 travailleurs de "Abul Sebae Textiles" ont fait grève et ont bloqué la route. A l'hôpital*

(suite à la p. 2)

Le problème n'est pas la crise de gouvernement, mais la crise du système capitaliste

Dimanche 23 janvier, plus de trente mille citoyens, défilent dans les rues de Bruxelles sous le slogan « shame ! » pour exprimer leur exaspération face au blocage politique en Belgique et pour réclamer un gouvernement. Quelle signification donner à cette marche lancée à l'appel de cinq étudiants, ainsi qu'à d'autres actions comme celle du jeudi 17 février qui se sont répandues comme un feu de paille? Elles expriment d'abord un ras-le-bol au sein de la population et surtout parmi les jeunes. Ras-le-bol de toutes ces querelles mesquines entre les différents partis politiques qui font la Une des journaux, alors que la situation de crise économique se fait de plus en plus pressante et interpelle plus d'un sur l'avenir! Mais elles en appelaient aussi à la prise de responsabilité des forces politiques démocratiques, dix mois après le verdict électoral : *«Je suis sidéré de constater qu'après tout ce temps, ce pays n'a toujours pas de gouvernement alors que les problèmes s'amoncellent: 365.000 belges en défaut de paiement, ce n'est pas une raison majeure de trouver rapidement un compromis, ça?»*, *«Qu'y a-t-il de superficiel à demander qu'un gouvernement assure rapidement la qualité de vie de tous les belges et le futur socio-économique de tous les jeunes?»* (déclarations des jeunes organisateurs, *Le soir,* 24.01.2011). Au-delà de l'inquiétude et de l'exaspération, deux idées maîtresses ressortent des déclarations des initiateurs du mouvement: la première, c'est qu'il faut que le pays soit gouverné pour faire face à la crise; la seconde, c'est la nécessité de solidarité pour mettre en œuvre une politique au service de l'ensemble de la population du pays!

L'Etat Belge est-il réellement paralysé sans nouveau gouvernement et n'est-il plus capable de prendre des décisions? Qu'on ne s'y méprenne pas! Certes, la bourgeoisie belge est divisée en diverses fractions nationales et régionales qui s'entre-déchirent comme une bande de loups enragés pour s'accaparer les plus beaux morceaux. Mais lorsque leurs intérêts vitaux sont menacés, celles-ci, repoussant ces conflits au second plan, s'unissent afin de défendre leurs intérêts communs: leur part de marché menacée par la pression de la crise et l'austérité à imposer pour maintenir le caractère concurrentiel de leur économie. Comme aujourd'hui, quand les instances internationales mettent sous pression la crédibilité économique et politique de l'Etat Belge, aussi bien le Fonds monétaire international que l'agence de notation Standards and Poors, au même titre qu'ils l'ont fait pour la Grèce et l'Espagne: *«Si la Belgique échoue à former bientôt un gouvernement, une dégradation (de sa note de solvabilité financière) pourrait intervenir, potentiellement dans les six mois»*. (S1P, *Le soir*, 14.12.2010). Alors, face au péril, quels que soient les blocages institutionnels et les querelles communautaires, la bourgeoisie, tous partis confondus, a montré qu'elle peut parfaitement décider de se passer d'un gouvernement constitué dans les formes. Elle n'a pas hésité à mandater le

(suite à la p. 2)

Dans ce numéro

suite de la p. 1

EGYPTE, TUNISIE

de Kafr al-Zayyat, des infirmières et des infirmiers ont organisé un sit-in et ont été rejoints par des centaines d'employés d'autres hôpitaux. A travers l'Egypte, des milliers d'autres – les travailleurs de bus au Caire, les employés de "Telecom Egypt", des journalistes d'un certain nombre de journaux, les travailleurs dans les usines pharmaceutiques et les aciéries ont rejoint la vague de grèves. Ils exigent l'amélioration des salaires, le licenciement des directeurs d'entreprise sans scrupules, réclamant le paiement des arriérés de salaire, de meilleures conditions de travail et des syndicats indépendants. Dans de nombreux cas, ils ont aussi appelé à la démission du président Moubarak. Et dans certains cas, comme celui des 2000 ouvriers de la soie "Helwan Factory", ils ont exigé la suppression du conseil d'administration de leur société. Il y a eu aussi des milliers de membres du corps professoral de l'Université du Caire qui ont rejoint les manifestations, se sont confrontés aux forces de sécurité et ont empêché le Premier ministre Ahmed Shariq de se rendre à son bureau au gouvernement."

On pourrait ajouter de nombreux autres exemples: environ 20 000 travailleurs de Al-Mahalla Al-Kobra, plus de 100 kilomètres au nord du Caire, relançant la grève après une pause de trois jours dans la plus grande usine de filature et de tissage d'Egypte, des employés de banque exigeant le limogeage de leurs patrons corrompus, des ambulanciers utilisant leurs véhicules pour bloquer les routes pour protester par rapport à leurs salaires, des travailleurs manifestant devant le siège de la Fédération des syndicats égyptiens qu'ils dénoncent comme un "repaire de brigands" et "un groupe de voyous" et appelant à sa dissolution (les gros bras du service d'ordre syndical répondant évidemment à ces travailleurs par… des coups et des balles). Il y aurait sans doute beaucoup d'autres exemples à ajouter à ceux-ci.

... malgré le poids des illusions démocratiques

Maintenant que les manifestations massives se sont dispersées, circulent des informations selon lesquelles les réunions de travailleurs seraient interdites. Nous savons déjà que pendant toute la période où l'armée prétendait être la protectrice des personnes, des centaines de militants ont été arrêtés et torturés par cette même institution "populaire", et il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que ce genre de répression "ordinaire" ne continue pas, même si les affrontements frontaux sont évités.

De même, il y a l'illusion que l'armée appartient au peuple, ces illusions sont dangereuses car elles empêchent les opprimés de voir qui est leur ennemi et d'où le prochain coup viendra. Mais ces illusions sur l'armée font partie d'une illusion plus générale sur la "démocratie", avec l'idée que des changements dans la forme de l'Etat capitaliste vont changer la fonction de cet Etat et le mettre au service des besoins de la majorité. L'appel à former des syndicats indépendants qui a traversé beaucoup de grèves est à la racine d'une variante de ce mythe démocratique?: en particulier, il est basé sur l'idée que l'Etat capitaliste, dont le rôle est de protéger un système qui n'a rien à offrir aux travailleurs, ni à l'ensemble de l'humanité, peut permettre à la classe exploitée de maintenir ses propres organisations indépendantes sur une base permanente.

Quelles perspectives pour la lutte de classes?

Nous sommes loin de la révolution dans le seul sens que cela peut avoir aujourd'hui: la révolution prolétarienne internationale. La conscience authentiquement révolutionnaire nécessaire pour guider une telle révolution à la victoire ne peut se développer qu'à l'échelle mondiale, et elle ne peut se concrétiser sans la contribution déterminante des travailleurs les plus expérimentés des pays capitalistes les plus anciens, en Europe. **Mais les prolétaires (et d'autres couches opprimées) du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont d'ores et déjà, par leurs luttes, mis en lumière des enseignements essentiels pour le prolétariat mondial**: sur la façon de prendre en charge leurs propres luttes, sur l'organisation de l'occupation de la rue, sur la solidarité et l'entraide… Sur la place Tahrir s'est exprimée toute cette créativité auto-organisatrice de la lutte ouvrière, comme le décrit McNally, *"Sur la place Tahrir, le centre névralgique de la "révolution", la foule s'engage dans la prise de décision directe, parfois avec des centaines de milliers de manifestants. Organisés en petits groupes, les gens discutent et débattent, puis envoient des délégués élus à des consultations par rapport aux exigences du mouvement.*



[…] *les délégués de ces mini-rassemblements se réunissent alors pour discuter de l'atmosphère qui règne, avant que les demandes potentielles ne soient lues, au moyen d'un système de haut-parleur de fortune. L'adoption de chaque proposition se fait en proportion des huées ou des applaudissements qu'elle reçoit de l'ensemble de la foule."* Leçons aussi sur la façon de se défendre collectivement contre les assauts de la police et des pillards, sur la façon de surmonter les divisions sectaires entre sunnites et chiites, musulmans et chrétiens, religieux et laïcs. Leçons sur la propagation au-delà des frontières de chaque pays, avec la révolte qui se propage de pays à pays, avec les mêmes exigences et méthodes et le fait que partout les prolétaires vont découvrir qu'ils font face aux mêmes attaques contre leur niveau de vie, à la même répression, au même système d'exploitation. Interrogés par la presse au cours des derniers jours, les travailleurs en Egypte ont souvent exprimé la simple vérité qui motive leurs grèves et leurs manifestations?: ils ne peuvent pas nourrir leurs familles, parce que leurs salaires sont trop bas, parce que les prix sont trop élevés, parce que le chômage fait rage…

La classe ouvrière de tous les pays va de plus en plus faire face à la dégradation de ses conditions de vie et aucune "réforme démocratique" ne les soulagera. La classe ouvrière n'a que sa lutte pour se défendre, et la perspective d'une nouvelle société pour solution ■

Am/W (26 février)

[1]) Journaliste égyptien qui blogue sur arabawy.org.
[2]) Professeur de sciences politiques à l'Université d'York à Toronto.

LE PROBLÈME N'EST PAS LE GOUVERNEMENT, MAIS LE SYSTÈME CAPITALISTE

suite de la p. 1

gouvernement démissionnaire, en théorie limité constitutionnellement à gérer les «affaires courantes», à prendre les mesures qui s'imposent pour garantir la position concurrentielle du capital Belge: *«Reste que – et là tous les constitutionnalistes sont unanimes – si le gouvernement (d'affaires courantes) argue que les mesures budgétaires, voire le budget dans son ensemble, répondent à une urgence ou sont la réponse à une menace pour le pays, il ne se trouvera personne pour le contester» (Le Soir*, 2.02.11). Et en surplus, elle arrive à exploiter machiavéliquement ses propres divisions régionales, ses chamailleries sous-nationalistes pour mobiliser la population dans un appel à être gouverné, à ce que des mesures soient prises.

Et sur ce plan, qu'en est-il de cette solidarité pour mettre en œuvre une politique au service de l'ensemble de la population du pays: *«nous avons prouvé aujourd'hui que cinq jeunes citoyens ont réussi là où les politiciens ont échoué: se rassembler! se rassembler sans tenir compte des barrières politiques, culturelles et sociales qui sont censées nous différencier. Se rassembler dans la solidarité, la confiance et le respect»*.(déclarations de jeunes, *Le soir*, 24.01.2011*)*. Se rassembler certes, mais pour quoi faire, pour mener quelle politique? Pour le gouvernement et les partis «démocratiques», les objectifs de cette solidarité sont bien résumés dans le mandat que le roi a donné au gouvernement «d'affaires courantes» de Leterme: *«que le gouvernement en affaires courantes prépare le budget 2011 «avec comme objectif que le solde de ce budget soit meilleur que celui convenu avec les autorités européennes» ». (Le soir* 2.02.2011). Et dans un élan unanime, tous ces partis qui se disputent et s'invectivent sur les questions communautaires et linguistiques n'hésitent pas à s'inscrire dans ce «pacte de solidarité» pour défendre le capital national: tracer au plus vite le budget 2011, dégager 20 à 22 milliards d'euros pour ramener le déficit public à zéro d'ici 2015, contre 6 % du PIB l'année dernière, empêcher la dette de repasser l'an prochain au-dessus du seuil psychologique de 100 % du PIB, imposer l'accord interprofessionnel négocié par les «partenaires sociaux» (syndicats et patronat), afin d'imposer l'austérité sur le dos des travailleurs et de sauvegarder la position concurrentielle du capital Belge sur les marchés internationaux. Même le nationaliste Flamand radical De Wever tend la main au premier ministre démissionnaire Leterme: *«Nous sommes prêts, au Parlement, à collaborer de manière constructive à l'élaboration du budget 2011 afin de lancer un message rassurant aux marchés internationaux.»* (*Le Soir*, 24.01.2011). Et précisément, ces mesures apparaissent comme d'autant plus légitimes qu'elles ne portent pas la couleur d'un parti et apparaissent plus que jamais comme «l'émanation de l'intérêt collectif». Se ranger derrière une telle «solidarité», la solidarité pour la défense du capital national et de l'Etat démocratique, c'est accepter de se soumettre à ses exploiteurs, c'est accepter une fois de plus que les exploités soient les dindons de la farce et acceptent de payer pour un capitalisme en déliquescence.

Non, le problème, ce n'est pas que le gouvernement belge soit en crise! C'est que le système capitaliste plonge dans une crise économique mondiale effroyable. Et tout comme les gouvernements de tous les pays, l'ensemble des partis belges, unitaires ou régionalistes appellent les travailleurs à être «solidaires», c'est-à-dire à se serrer la ceinture, à accepter des sacrifices pour garantir le niveau concurrentiel du capital national. Et ils le font avec beaucoup de machiavélisme, exploitant le battage communautaire, nationaliste, (sous)-nationaliste, les chamailleries entre partis pour diviser les ouvriers, dévier leur attention, obstruer la conscience qu'ils font partie de la classe qu'on exploite au niveau international, afin de sauver un système en crise mortelle. Comme seule classe n'ayant aucun intérêt à défendre ce système en perdition, elle seule peut le renverser en se mettant en lutte internationalement pour instituer un système au service des besoins humains. *« se rassembler sans tenir compte des barrières politiques, culturelles et sociales qui sont censées nous différencier. Se rassembler dans la solidarité, la confiance et le respect»* Oui! Mais pas derrière les bannières nationales ou derrière la défense de la démocratie bourgeoise car la classe ouvrière n'a pas de patrie à défendre, ni d'intérêts en commun avec ses exploiteurs! ■

H & J /13.02.2011

LIBYE

L'affreux Kadhafi est pourtant l'ami de toutes les bourgeoisies

Tirs au mortier et aux lance-roquettes par des avions de chasse, bombardements par air et par terre sur des foules de protestataires désarmés. La capitale de la Libye, Tripoli, mise à feu et à sang. Plus de 2000 morts dans la seule région de Benghazi depuis le 17 février. Mais les massacres et les combats à mort se sont quasiment généralisés dans tout le pays. Exode massif de dizaines de milliers de travailleurs immigrés, épouvantés et traumatisés par les scènes d'horreur auxquels ils ont assisté. Charniers de civils comme de soldats déserteurs menottés découverts dans des geôles souterraines. Partout, des corps déchiquetés par des obus, des cadavres laissés sur place dans les rues ou dans les maisons avec des balles en pleine tête ou dans le cœur?: le sinistre colonel Kadhafi et ses fils n'ont pas lésiné pour lancer dans les pires tueries leur armée et leurs mercenaires africains des Légions islamiques grassement rémunérés à coups de pétro-dollars qui sont venus jusque dans les hôpitaux submergés achever les blessés. Le bain de sang déchaîné en Libye est l'expression de la barbarie capitaliste dans toute son horreur.

Des ministres comme des ambassadeurs libyens ont préféré sauter du navire de ce pouvoir en folie et démissionner. Des pilotes d'avions de combat se sont détournés sur Malte et des militaires qui avaient reçu l'ordre de mitrailler la foule ont déserté, une partie de l'armée s'est prestement ralliée aux insurgés. Après de sanglants combats, l'Est puis l'Ouest du pays sont tombés aux mains des rebelles qui projettent d'attaquer massivement la capitale avec une "nouvelle armée reconstituée" autour de quelques généraux passés dans l'autre camp. Kadhafi, de plus en plus isolé, ne règne plus que sur Tripoli, en proie au chaos. Mais à l'heure où nous mettons sous presse, il est impossible de prévoir l'issue d 'une telle situation. Kadhafi, qui a passé sa vie à asseoir son pouvoir en exploitant savamment les rivalités et les divisions entre les différentes tribus de Bédouins qui composent le tissu archaïque de l'Etat libyen, n'a cessé d'émailler ses théâtraux discours de matamore de menaces où il promettait à la population d'autres massacres de l'ampleur de la place Tian'anmen (répression qui fit entre avril et juin 1989 des milliers de victimes en Chine) qui ont laissé place à d'ubuesques harangues hallucinées et délirantes parlant tantôt de se battre jusqu'au bout, tantôt d'exterminer les rebelles jusqu'au dernier, accusés d'être de jeunes drogués "qui se comportent comme des animaux", de surcroît manipulés par Al Qaida.

Avec une hypocrisie sans bornes, la bourgeoisie occidentale se contente de protester contre cet usage excessif de la force et demande l'arrêt des combats, mais la prétendue "communauté internationale" s'est bien gardée jusqu'ici de prendre des mesures de rétorsion économiques ou financières efficaces. Cela n'a rien d'étonnant.

Depuis que Kadhafi, au pouvoir de puis 42 ans était redevenu "fréquentable" en 2004, après l'éponge passée sur l'attentat de Lockerbie, toutes les grandes puissances se sont ruées en Libye pour le courtiser frénétiquement et signer de mirifiques contrats commerciaux, qui tenaient plus de l'appât que de l'achat concret, de même que toutes les grandes compagnies pétrolières qui n'avaient même pas attendu cette date pour exploiter les gisements libyens. En premier lieu, l'Etat français qui s'était placée dans les premiers rangs de juteuses ventes d'armes (pour 30 millions d'euros avec notamment MBDA, filiale d'EADS, pour les missiles anti-char Milan, EADS Défense et Sécurité pour des réseaux de télécommunication et le pool Dassault-Thales-Snecma Sofema pour la rénovation des Mirages). La Belgique et les Pays-Bas n'ont pas raté l'occassions pour se mettre à table dans cette course à l'armement, comme en témoignent les fusils FN et les douilles laissés lors des massacres. Personne n'a oublié la morgue de Kadhafi pour qui Sarkozy avait déroulé le tapis rouge et qui avait installé sa somptueuse tente de bédouin et sa suite dans les jardins de l'Elysée en décembre 2007 en échange de promesses d'achat de quelques Mirages et autres Rafales.

Non, la vie humaine n'a pas plus de prix pour tous nos dirigeants et nos exploiteurs de gauche comme de droite que pour les Kadhafi, les Ben Ali, les Moubarak !

"*Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment...*" s'indignait déjà Rosa Luxemburg dans *la Brochure de Junius (la Crise de la Social-démocratie)* en 1916. Ces phrases n'ont rien perdu de leur actualité près d'un siècle plus tard. Nous devrons les garder en mémoire tant que nous n'aurons pas fait sauter les chaînes de la misère, de la terreur et de l'exploitation capitalistes à l'échelle mondiale ■

W (26 février)

[1]) Outre ses liens d'affaires avec le clan des tyrans, démontrant que la corruption n'est pas réservée à des régimes à coloration absolutistes ou totalitaires , Madame Alliot-Marie a eu aussi l'insigne mérite en se proposant publiquement d'aider Ben Ali avant sa chute à rétablir l'ordre contre le soulèvement de la populace, de souligner le trait d'union et finalement le parfait accord des forces de répression entre "leurs" régimes dictatoriaux et "nos" valeurs démocratiques.

L'inhumanité de la bourgeoisie

Tous les politiques occidentaux se lamentent aujourd'hui sur la répression et la misère qui frappent en Libye, en Tunisie et en Egypte. Ils jurent tous, la main sur le cœur, leur pleine solidarité avec les "souffrances du monde arabe". Mais leurs actes, réels ceux-là, prouvent leur hypocrisie sans borne et leur totale inhumanité. Face aux milliers d'émigrés qui fuient, en tentant de gagner le territoire européen, toutes les bourgeoisies sont en train de s'organiser pour dresser un rideau de fer infranchissable.

Samedi 25 février, la commissaire européenne, Cecilia Malmström a annoncé : *"J'ai le plaisir* [sic !] *d'annoncer qu'à partir de dimanche 20 février, la mission "Hermes" de Frontex (l'agence de surveillance des frontières européennes) sera officiellement déployée pour aider les autorités italiennes à gérer les flux de migrants en provenance d'Afrique du Nord, et en particulier les arrivées en provenance de Tunisie sur l'île de Lampedusa"*. Frontex apportera également un soutien naval et aérien à la surveillance des frontières.

Au total, une dizaine d'Etats, dont la France et les Pays-Bas, se sont dits prêts à participer à cette mission. La France est d'ailleurs un pays "en pointe" pour sa politique d'immigration et pour la défense de l'espace Schengen [1].

Paris s'est ainsi montré très ferme à l'égard des Tunisiens débarqués sur l'île italienne de Lampedusa, dont beaucoup veulent venir en France : le ministre de l'Intérieur a prévenu qu'ils seront traités comme des immigrés clandestins appelés à être reconduits dans leur pays. Interrogé à l'Assemblée nationale, Brice Hortefeux a rappelé la règle en politique migratoire : *"Un étranger en situation irrégulière a vocation à être reconduit dans son pays d'origine, sauf situation humanitaire particulière."* On pense bien qu'avec Hortefeux les situations humanitaires particulières… cela n'existe pas, il n'y a que des tricheurs et des profiteurs. Et pour bien se faire comprendre plus clairement : *"Ce n'est l'intérêt ni de la Tunisie, qui l'a parfaitement compris, ni de l'Europe, ni de la France que d'encourager et d'accepter ces migrations clandestines."* Cela ne vaut pas seulement pour les Tunisiens, car le président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Dominique Paillé, a affirmé jeudi 24 février que les "clandestins" en provenance de Libye "seront reconduits" eux aussi. Non mais, on ne pourra pas dire que la bourgeoisie française fait deux poids, deux mesures ! Tous plongés dans la même misère et dans l'horreur capitaliste, pas d'injustice ! ■

Mulan (26 février)

[1]) Kadhafi s'était d'ailleurs permis d'épingler Sarkozy publiquement à ce sujet lors de son séjour dans les jardins de l'Elysée, sous sa tente de bédouin. Interrogé sur la question des droits de l'homme en Libye, il avait répondu *: "Avant de parler des droits de l'Homme, il faut vérifier que les immigrés bénéficient chez vous de ces droits."*

LISEZ AUSSI LES ARTICLES MIS EN LIGNE WWW.INTERNATIONALISM.ORG

***Compte-rendu d'un forum de discussion en Ukraine: l'internationalisme, la seule position véritablement contre la guerre**

***Cachemire: Au milieu de coups de feu entre l'Etat Indien et les séparatistes un demi-million de travailleurs affirment leur identité de classe**

***Qu'est-ce qu'une assemblée générale? (Texte de la CNT AIT du Gers)**

***Campagne sur la chute de Ben Ali: les médias aux ordres de la bourgeoisie démocratique**

***La classe dirigeante de la Corée du Sud déchire le voile de sa "démocratie"**

***Dans la région de Murcie (Espagne) les fonctionnaires protestent contre des problèmes qui touchent tout le monde: salariés, chômeurs, précaires, étudiants, émigrés**

***Réflexions sur les récentes luttes étudiantes en Grande-Bretagne**

***Répression sanglante en Tunisie et en Algérie: la bourgeoisie est une classe d'assassins! SOLIDARITE INTERNATIONALE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE !**

***Soulèvements en Tunisie et en Egypte: la meilleure solidarité, c'est la lutte de classe**

APRÈS LA GRÈCE, L'IRLANDE

A qui le tour?

"*La France n'est pas menacée*", selon la ministre de l'Économie, Christine Lagarde. *"La France n'est pas dans la même catégorie que l'Irlande ou le Portugal"*, affirme l'Élysée.

Ouf, nous voilà soulagés… Un instant, nous avions eu la douloureuse impression que le capitalisme était plongé tout entier dans une crise économique mondiale effroyable, que dans tous les pays, la misère se répandait comme la peste, qu'aucun de nous, travailleurs, ne serait épargné… mais si *les Autorités* nous assurent que tout ce fléau va s'arrêter aux frontières de l'hexagone… alors… nous sommes rassurés.

En cette fin d'année 2010, la bourgeoisie française veut nous faire croire au Père Noël. Très bien, il existe peut être. Mais en ce cas, c'est vraiment une ordure.

Dans tous les pays, la crise fait des ravages

Après la Grèce en mai, l'Irlande a sombré à son tour. Fin novembre, le "Tigre Celtique" a perdu ses griffes, ses crocs et sa queue. Le krach! La faillite! La banqueroute!

Durant les 20 dernières années, l'Irlande était pourtant sans cesse citée en exemple. Sa croissance était "*époustouflante*", à l'image de celle des tigres asiatiques des années 1980-1990. D'où son surnom de *Celtic Tiger*. Un vrai petit modèle pour tous les gouvernements du monde. Mais, exactement comme ses cousins d'Orient, sa croissance était financée par… l'endettement. Et exactement comme ses cousins d'Orient qui se sont effondrés en 1997, le miracle s'est révélé être un mirage. L'État, les banques, les entreprises, les ménages, croulent tous aujourd'hui sous une montagne de dettes. Les familles ouvrières ont, en moyenne, un taux d'endettement de 190%! En 2010, la totalité des engagements des banques irlandaises a atteint 1.342 milliards d'euros, soit plus de huit fois le PIB du pays (164 milliards d'euros en 2009)! Or, ces créances que détiennent les banques ont perdu une grande partie de leur valeur avec la crise économique et l'explosion de la bulle immobilière. Les banques irlandaises se retrouvent donc aujourd'hui au bord du gouffre. Nombre de prêts qu'elles ont accordés ne pourront pas être honorés. La première d'entre elles, Anglo Irish Bank, a ainsi perdu 12,9 milliards d'euros en 2009 et presque autant rien qu'au premier semestre 2010.

Face au danger de faillites en cascade, l'État irlandais a déjà injecté 46 milliards de fonds propres dans ses banques mais au prix d'un déficit abyssal de 32 % du PIB (quand les critères européens fixent un maximum à 3 %). Et aujourd'hui, évidemment, c'est l'État lui-même qui sombre à son tour.

Cette situation économique catastrophique a donc contraint les pays de l'Union Européenne à se porter au chevet du malade. Ils ont débloqué 85 milliards d'euros d'aide. Cela ne soigne pas, certes, mais ça permet de gagner du temps, de prolonger l'agonie.

La bourgeoisie irlandaise n'a, dans toute cette histoire, qu'une seule consolation, elle n'est pas seule à sombrer. Le Portugal la suit de près, de très près. "*Le Portugal devrait être le prochain sur la liste. Je ne sais pas si ce sera avant Noël, mais ce sera de toute façon inévitable l'année prochain*", a ainsi estimé Filipe Garcia, conseiller financier portugais au cabinet Informação de Mercados Financeiros. Là aussi, les dettes sont comme un boulet attaché aux pieds du pays qui l'entraîne inexorablement vers le fond. Et les gesticulations de la classe dominante portugaise n'y changeront rien. La dette publique ne cesse de gonfler et devrait, de l'aveu même du gouvernement, atteindre 82 % du PIB à la fin de l'année 2010.

Mais, à en croire José Socrates, le Premier ministre socialiste portugais, les travailleurs peuvent être rassurés, "*il n'y a aucun rapport entre le Portugal et l'Irlande*". Néanmoins, pour ceux qui auraient un doute envers la profonde honnêteté des grands dirigeants de la planète, continuons de voyager dans ce monde en crise.

Si des sueurs d'effroi coulent le long des tempes des dirigeants des pays européens, ce n'est ni pour l'Irlande, ni pour le Portugal… mais pour **l'Espagne** "L'Espagne *est trop grande pour s'effondrer, et trop grande pour être renflouée*", a résumé l'économiste américain Nouriel Roubini, devenu l'une des voix les plus écoutées depuis qu'il a été le premier économiste, en 2007, à prédire la crise mondiale.

Selon le FMI, une bonne partie des banques espagnoles (plus d'une cinquantaine d'établissements) "*souffrent*" fortement de l'explosion de la bulle immobilière. "*Un effondrement du système bancaire ne serait donc pas exclu*". Quand le FMI, cette grande institution internationale bourgeoise dont l'un des rôles est d'afficher les perspectives les plus optimistes possibles, commence à utiliser de tels euphémismes, "*il n'est pas à exclure que…*", cela signifie que le pire est inévitable!

Le *hic*, c'est que la péninsule ibérique pèse 10 % du PNB européen. Le sauvetage de l'Espagne en cas de défaillance est ainsi estimé à 800 milliards d'euros, soit 10 fois l'aide apportée à la Grèce! Inutile de dire qu'une telle débâcle serait synonyme d'une véritable tempête économique sur toute la zone euro.

Mais là encore, aucune crainte à avoir, *les Autorités* affirment qu'ils ont tout sous contrôle. La preuve, le chef du gouvernement socialiste espagnol José Luis Rodriguez Zapatero a écarté "*absolument*" l'éventualité d'un plan de sauvetage financier à la grecque ou à l'irlandaise. Convaincant? Non, n'est-ce pas? Cette insistance pour dire, contre toute vraisemblance, que "*tout va bien*" est même plutôt inquiétante. Et la liste des pays en perdition est loin d'être terminée.

L'Italie croule tout simplement sous l'une des dettes publiques les plus élevées du monde, représentant près de 120 % de son PIB. Pour l'économiste canadien Robert Mundell, Prix Nobel d'économie, l'Italie constitue ainsi "*la plus grande menace*" qui soit pour la monnaie unique européenne.

Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne (*Spain* en anglais), ce quinté n'est pas une surprise, cela fait deux ans que tous les économistes pointent ces Etats du doigt comme des survivants en sursis. Le sigle qu'ils forment, *PIIGS*, est devenu un label pour "pays en faillite". Mais aujourd'hui, fait nouveau, d'autres pays de la zone Euro sont ouvertement menacés par la banqueroute.

Si des doutes sur la solidité des **Pays-Bas** grandissent peu à peu, la **Belgique** est, elle, d'ores et déjà sur la sellette. Selon un article du journal britannique *The Guardian*, le plat pays serait en effet le prochain sur la liste des pays connaissant la plus forte crise économique.

Et la **France**, cette nation qui "*n'est pas menacée*", où en est-elle vraiment? Comme souvent, le coup le plus meurtrier est porté involontairement par ceux là-même qui s'efforcent le plus de soutenir et rassurer. Le président de l'agence de notation Standard & Poor's, Deven Sharma, a ainsi affirmé "*A l'heure actuelle, la France mérite son 'rating' AAA*" (1). Notez bien… "*A l'heure actuelle*". Et voici le coup de grâce, "*D'autres pays seront dégradés avant que la France ne le soit*". Les propos de Nouriel Roubini, "*La France, par certains aspects essentiels, n'a pas l'air en bien meilleur état que la périphérie*"(2), sont finalement presque moins cruels.

Ces difficultés économiques profondes de l'État français se concrétisent déjà à travers des difficultés pour payer les fonctionnaires et les contractuels. Huit ministères (dont l'Éducation nationale) ont été contraints de contracter un prêt pour verser les payes de leurs agents en décembre. Et des milliers d'employés précaires (en CCD) en fin de contrat n'ont pas encore touchés leur prime de départ (10% du salaire) depuis le printemps!

Reste LE pilier de la Zone Euro, l'Allemagne. Avec près de 3 % de croissance, et un endettement étatique relativement limité, le pays d'outre-Rhin semble être actuellement le seul pays européen à tenir le coup. C'est en tout cas ce que disent les experts… Mais à y regarder de plus prêt, les fondations sont tout aussi pourries. L'Allemagne est le pays qui, après l'Irlande, a injecté, en 2008, le plus d'argent dans ces banques en difficulté avec 180,94 milliards d'euros. Le *Financial Times* a estimé, en septembre, que le système bancaire le plus menacé n'était ni portugais ni espagnol mais bel et bien allemand. "*Il est dans son ensemble presque insolvable et le gouvernement doit se résoudre à sacrifier plusieurs établissements, sous peine de faire face à de graves problèmes*", écrit le célèbre quotidien économique britannique. La chute de la maison irlandaise rend le problème d'autant plus urgent que les banques allemandes détiennent 205 milliards de dollars d'actifs irlandais… Un record au sein de la zone euro. De surcroit, l'appareil industriel est totalement dépendant des exportations alors que les débouchés extérieurs vont certainement se réduire fortement dans les mois et années à venir.

Bref, toute **l'Union Européenne** est mal en point. Mme Merkel, la chancelière allemande, a ainsi avoué, avant de se rétracter, que la zone euro était "*dans une situation extrêmement sérieuse*". Avec Nicolas Sarkozy, ils ont commencé à annoncer la mise en place progressive de structure palliative permettant la mise en faillite officielle d'Etats européens avec, à la clef, une "restructuration de la dette". Angela Merkel s'est alors empressée d'ajouter "*Mais je ne vois pas d'Etat qui soit dans cette situation aujourd'hui*". "*Aujourd'hui*"… mais demain?

Hors de la Zone Euro, il n'y a pas non plus de salut.

En **Grande-Bretagne**, la dette publique est de 100%, bien plus que la moyenne de ses voisins européens. Et les différents plans d'austérité censés réduire les déficits n'y changent rien.

Le **Japon** est plongé depuis plus d'une décennie dans la récession et les dernières nouvelles montrent que son cas s'aggrave. Sa dette publique frôle les 200%!

La première puissance mondiale, les **Etats-Unis**, est sans aucun doute le malade le plus atteint. Un seul chiffre. Le taux de chômage réel est de 22% (lors de la Grande dépression des années 1930, ce taux était de 25%). Cela signifie que 33 millions de citoyens américains se retrouvent aujourd'hui sans emploi.

Heureusement, il y a pour les économistes un espoir auquel s'accrocher, il se nomme la **Chine**. La Chine, c'est le Japon des années 1970/1980, les tigres asiatiques des années 1980/1990, l'Islande et l'Irlande des années 2000: un dynamisme incroyable, une croissance époustouflante, un paradis pour *golden boys*, un Eldorado pour jeunes investisseurs… en un mot, une bulle qui finira comme les autres… par exploser! Le *boom chinois* prendra alors un tout autre sens.

D'ailleurs, s'annoncent déjà les premiers signes de ce dénuement inévitable. L'empire du milieu a une immense bulle immobilière qui ne cesse de gonfler. L'inflation est en train de devenir galopante, 4,4% officiellement, le double officieusement. Les tensions entre yuans et dollars deviennent peu à peu insoutenables. Et la croissance s'avère au fil du temps de moins en moins élevé.

Comparer les tigres asiatiques et la Chine est abusif, nous rétorqueront les sceptiques. C'est vrai, sa chute va faire bien plus de bruit et de dégâts.

Le capitalisme est un système en faillite

""*D'un pays à l'autre, les potions utilisées sont différentes – pour ne pas dire opposées – mais elles ont en commun d'être inefficaces. Essayant toutes les combinaisons de remèdes – panachant des interventions des banques centrales et des plans de relance, ou les proscrivant au contraire – les gouvernements tirent dans tous les sens* […]. *Une ère est en train de se clore, dans laquelle le crédit était facile, aussi bien pour les ménages que pour les États. L'ensemble dopait une croissance dont on ne se souciait pas trop de savoir de quoi elle était faite, tant qu'elle se poursuivait allégrement.*" (François Leclerc, économiste français).

Tout est là. Le capitalisme a vécu à crédit. Et cette "*ère est en train de se clore*".

Depuis les années 1960, ce système survit effectivement par l'injection de plus en plus massives de crédits. La paye des ouvriers ne pouvant suffire à tout absorber, le marché mondial est saturé de marchandises. Pour ne pas être paralysé par la surproduction, pour écouler les produits fabriqués, le capitalisme a dû ouvrir à chaque crise de plus en plus grand les vannes de l'endettement, en 1967, 1973, 1986, 1993, 1997, 2001, 2007…

Après des décennies d'une telle fuite en avant, le résultat était inévitable: les ménages, les entreprises, les banques et les Etats sont tous pris à la gorge par leurs gigantesques dettes.

Il n'y a aujourd'hui plus aucune bonne solution pour le capitalisme. La planche à billets des Etats-Unis, du Japon ou de la Grande-Bretagne, les plans d'austérité européens, les tricheries chinoises avec la valeur de leur monnaie… tous ces pays prennent des chemins différents mais tous se dirigent inexorablement vers le même gouffre.

Il y a aujourd'hui deux symboles à cette absence totale de perspective pour l'économie capitaliste: la montée du **protectionnisme** et la **"guerre des monnaies**".

Depuis le krach de 1929 et la Grande dépression des années 1930, toutes les nations avaient retenu une leçon essentielle: le protectionnisme engendre un chaos mondial indescriptible. Et depuis lors, son interdiction était plus ou moins respectée. Aujourd'hui, toutes les grandes puissances se livrent un véritable bras de fer économique, et elles sont prêtes à tout. Pourtant, au dernier G20 de Séoul, Merkel a demandé un ferme engagement de tous :"*Nous devons tout faire pour éviter le protectionnisme*". Mais si elle a dû rappeler cette loi d'airain, c'est que les pressions internationales pour limiter les exportations allemandes et chinoises de par le monde, Etats-Unis en tête, sont de plus en plus importantes. "*Exporter ou mourir*" est en train de redevenir le cri de guerre économique de toutes les bourgeoisies nationales concurrentes!

A propos de guerre, celle des monnaies fait la Une des médias depuis plusieurs mois. De quoi s'agit-il? En fait, sur le marché monétaire, ce ne sont pas les devises qui s'affrontent, comme on aimerait nous le faire croire, mais les nations. Un seul exemple. En faisant tourner leur planche à billets et en créant

(suite à la p. 5)

CONFLIT ENTRE LES DEUX CORÉES

Les tensions s'aggravent entre la Chine et les Etats-Unis

Le bombardement du 23 novembre par le régime de la Corée du Nord de l'île sud-coréenne de Yeonpyeong, tuant deux marines et deux civils, tout en détruisant de nombreuses maisons, s'inscrit dans une lignée de représailles suite à la mort de 46 marins nord-coréens en mars dernier, dont le navire avait été sans nul doute torpillé par un sous-marin sud-coréen. Ce dernier incident suit également le récent étalage public par le Nord qualifié "d'Etat-voyou" de la production avancée de plutonium à des fins militaires. Il existe aujourd'hui un dangereux engrenage de tensions à travers l'échiquier stratégique de l'Asie du Sud-est, impliquant non seulement les Corées du Nord et du Sud, mais aussi le Japon, la Chine et les Etats-Unis. Personne ne veut la guerre totale pour le moment, et certainement pas les principaux parrains respectifs de chaque partie de la Corée, la Chine et les Etats-Unis, mais la situation connaît sa propre dynamique vers l'abîme et l'irrationalité qui menace potentiellement de devenir hors de contrôle.

La guerre de Corée de 1950-1953, où la Russie et la Chine soutinrent le Nord contre le régime pro-américain du Sud, avait vu un déluge de 13.000 tonnes de bombes par mois lâchées par les Etats-Unis.

Au Nord, la guerre n'a jamais été officiellement considérée comme terminée et les tensions resurgissent périodiquement. Ces dernières sont devenues plus dangereuses dans la période actuelle de militarisme montant, avec une plus grande affirmation de l'impérialisme chinois et une situation dans laquelle les Etats-Unis, seul grand parrain mondial, sont conduits en permanence à marquer leur présence.

Après l'attaque du 23 novembre, le président Obama a considéré la Corée du Nord comme une "*menace sérieuse et constante avec laquelle il faut traiter*" (BBC News du 23 novembre). Avant cela, les Etats-Unis l'avaient estampillé "Etat-voyou" et Bush l'avait mis dans un "axe du mal". Des dizaines de milliers de soldats américains basés en permanence à la fois en Corée du Sud et au Japon, et les Etats-Unis sont constamment engagés dans des exercices militaires à l'intérieur et autour des eaux disputées par les deux Corées. L'envoi d'une escadre autour du porte-avions *USS George-Washington* (devant arriver sur zone le 29 novembre) ne peut qu'attiser encore plus vivement les tensions. L'éviction du ministre de la défense sud-coréen pour ne pas avoir répondu assez vite au tir de barrage – le feu a duré 13 minutes– est une autre source de tension. Le gouvernement a décidé qu'il "redéfinirait les règles de l'engagement" qui permettait jusqu'ici d'éviter l'escalade (*The Guardian* du 26 novembre). Il y a environ cinq ans, le Pentagone avait discuté des possibilités de frappes nucléaires contre des "cibles" nord-coréennes et, aujourd'hui, au moins deux sites nucléaires américains ont été remplis de missiles armés pointés en permanence sur le régime de Pyongyang. Son plan de "patience stratégique", c'est-à-dire de faire pression sur la Corée du Nord à coup de sanctions renforcées et de provocations militaires, tout en exigeant une dénucléarisation immédiate, est largement celle que les Etats-Unis emploient contre l'Iran – le bâton et encore le bâton.

Mais il n'y a aucun signe de chute imminente du régime nord-coréen comme l'espérait Washington, qui semble plus fort et brutal que jamais. Tout comme les liens entre la Corée du Nord et la Chine sont également aussi resserrés, cette dernière applaudissant avec ostentation l'accession au pouvoir du fils du "Grand Leader", Kim Jong Eun, et offrant son soutien au long terme. La Corée du Nord joue un rôle stratégique vital de zone tampon pour la Chine et celle-ci l'appuie également pour empêcher que des millions de réfugiés ne viennent se déverser au-delà des frontières.

Toutes ces "va-t-en guerre" prétendent vouloir la "stabilité" mais ils jouent un jeu dangereux dont l'avenir est rendu encore plus incertain à travers un "ordre" mondial impérialiste qui est devenu de plus en plus chaotique ces vingt dernières années ■.

Baboon/26.11.2010

ÉLECTIONS EN HAÏTI

La "démocratie" triomphe sur un champ de ruines

Le 28 novembre, malgré le risque évident de rassembler la population alors qu'une épidémie de choléra sévit, les Haïtiens ont été convoqués aux urnes pour renouveler le parlement local et élire un président. La validation par la "communauté internationale" d'élections abondamment truquées n'a pas suffi à crédibiliser cette farce tragique. Le représentant de la mission d'observateurs, Colin Granderson, a d'ailleurs déclaré sans sourciller: *"La mission [...] ne pense pas que ces irrégularités, aussi sérieuses soient-elles, n'invalident les élections."* Ces propos en disent long sur les intentions de la bourgeoisie. Dans ce pays dévasté, où le palais présidentiel repose encore sur son toit, l'État haïtien n'existe plus et semble, au mieux, ne gouverner que lui-même: l'ensemble de ses administrations, déjà presque réduites aux forces de répression, se sont effondrées après le tremblement de terre du 12 janvier. Personne n'ignore que l'État haïtien est un pantin dérisoire entre les mains des puissances impérialistes présentent dans le pays. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dénoncer dans notre presse, après le tremblement de terre, l'hypocrite élan humanitaire avait pour seul objectif d'établir une véritable occupation d'Haïti. Mais le pays n'est pas un protectorat, c'est un champ de bataille où chaque bourgeoisie, rangée en ordre de bataille derrière ses souriantes ONG et leurs milliers de soldats, essaye d'y arracher des "occasions d'affaires," une influence politique, etc. L'enjeu réel du cirque électoral organisé par l'ensemble des démocraties apparaît ainsi dans toute sa nudité en Haïti: persuader la population de se déplacer dans l'isoloir afin d'anesthésier les antagonismes de classe sur l'inoffensif terrain d'un choix fictif entre telle ou telle faction politique de la bourgeoisie.

Et la colère des Haïtiens a toute les raisons d'être forte. Presque un an après le séisme, alors que des millions de personnes vivent encore dans des conditions de vie effroyables, entassées dans des camps de fortune surpeuplés et insalubres, la reconstruction est au point mort. Les autorités estiment ainsi qu'à ce jour seulement 3% des gravats ont été déblayés. Même le "camp modèle" de Torbech, la vitrine de la reconstruction à long terme, est constitué de quelques cabanes en "matériaux locaux," c'est-à-dire en bois et en tôle; les familles de trois personnes sont parquées dans des abris de 13m², celles de sept personnes bénéficient de tous les égards avec un abri de 27m². Et pour faire bonne mesure, une épidémie de choléra particulièrement virulente, une maladie directement liée aux conditions d'existence insalubres dont sont victimes les Haïtiens, frappe la population.(1)

Comme pour chaque catastrophe spectaculaire, beaucoup de puissances promettent une aide financière afin de "faciliter" leurs ambitions impérialistes que la brèche ouverte par l'événement ne manque pas d'aiguiser. En réalité, l'aide versée est systématiquement ridicule et consiste, le plus souvent, à "arroser" la bourgeoisie locale. Ainsi, contrairement à ce que nous avions annoncé dans nos précédents numéros, à l'heure actuelle, il semble qu'à peine plus de 2,5% (et non 10%) des 10 milliards promis aient été effectivement injectés dans le pays.

Si la tutelle anarchique des puissances impérialistes suffit à justifier, aux yeux de la bourgeoisie, l'organisation d'élections, la corruption, les penchants claniques et l'incurie de la bourgeoisie haïtienne les nécessitent également. Afin de retrouver un semblant de virginité, l'ensemble des partis bourgeois locaux ne se sont pas privés d'accuser la Mission des Nations Unis pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) de tous les maux. C'est bien vite oublier que les 10.000 soldats de la MINUSTAH, en place depuis 2004, sont un instrument militaire essentiel pour le maintien des factions politiques de la bourgeoisie au pouvoir, celle-là même qui s'est généreusement enrichie grâce au soutien financier et militaire de grandes puissances impérialistes, laissant la population dans le plus terrible dénuement.

Puissantes ou pas, toutes les bourgeoisies sont donc pareillement impérialistes. Comme l'illustre Haïti, les intérêts de la classe capitaliste sont définitivement contraires à ceux de l'ensemble de la société et à la plus infime expression de la dignité humaine. Dans ce contexte, les élections en Haïti, au milieu de la barbarie et de l'horreur pour restaurer un gouvernement, apparaissent explicitement pour ce qu'elles sont: une mystification dont le seul bénéficiaire est la bourgeoisie ■

V/10.12.2010

1) Un rapport confidentiel du professeur Renaud Piarroux a établi la responsabilité directe de l'ONU dans le surgissement de l'épidémie. Les soldats de la base de Mirebalais ont déversé leurs excréments contaminés, matière par laquelle se transmet la bactérie, dans le fleuve Artibonite dont l'eau est désormais directement consommée par les habitants. Le ministère français des affaires étrangères a rapidement demandé au professeur Piarroux "de s'abstenir de tout commentaire public." (Cf. *Le Monde*/05.12.2010.) Avant que le scandale n'éclate au grand jour, la presse bourgeoise n'a bien sûr pas manqué de railler la "l'ingratitude" " l'ignorance" et "le racisme" des Haïtiens qui dénonçaient la responsabilité des soldats onusiens.

suite de la p. 4

APRÈS LA GRÈCE, L'IRLANDE ... À QUI LE TOUR?

ainsi des quantités inimaginables de dollars afin de soutenir artificiellement leur économie, les Etats-Unis font baisser la valeur même de cette monnaie. Ils exportent d'ailleurs ainsi plus facilement. Mais les pays qui détiennent des milliers de milliards de la devise américaine, comme la Chine, voit leur trésor fondre comme neige au soleil. La livre anglaise, le yuan chinois, le yen japonais comme l'Euro, toutes ces monnaies sont elles-aussi des armes aux mains de chaque Etat pour soutenir la demande intérieure et essayer de favoriser leurs propres exportations. Seulement, une telle "guerre des monnaies" implique aussi des risques de déstabilisation internationale incontrôlables: dévaluation massive, inflation galopante, explosion de l'euro…

Faillites de banques, de caisses d'épargne, de multinationales, de régions ou d'Etats, éclatement de la bulle chinoise, montée du protectionnisme, fin de l'euro, dévaluation massive du dollar ou de la livre sterling… personne ne peut savoir quelle planche pourrie va craquer la première sous nos pieds, ni quand. Une seule chose est certaine: dans tous les pays, l'avenir nous réserve des secousses économiques dévastatrices. Le capitalisme est un système moribond. Il entraîne progressivement, mais inexorablement, toute l'humanité vers les affres de la misère et de la guerre.

Aujourd'hui, comme hier, les gouvernements de tous les pays, quelle que soit leur couleur politique, de gauche comme de droite, appellent les travailleurs à "se serrer la ceinture", à "accepter des sacrifices" pour "relancer l'économie et renouer avec la croissance". Mensonges! **Les sacrifices d'aujourd'hui ne font que préparer… les sacrifices plus lourds encore de demain**.

Seule la lutte de classe peut permettre de ralentir les attaques. Et seule la révolution prolétarienne internationale mettra fin au supplice qu'inflige ce système d'exploitation à une partie toujours plus importante de l'humanité. ■

Pawel /09.12.2010

1) La note AAA est la plus élevée, elle signifie que l'agence estime que cette économie nationale a les reins solides.
2) C'est à dire les PIIGS

La classe ouvrière commence à réagir face aux plans d'austérité

Les grèves et les manifestations d'octobre-novembre en France qui se sont déroulées à l'occasion de la réforme des retraites ont témoigné d'une forte combativité dans les rangs des prolétaires (même si elles n'ont pas réussi à faire reculer la bourgeoisie). Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique internationale de notre classe qui retrouve progressivement le chemin de la lutte. Ainsi, d'autres combats de classe sont en cours dans de nombreux autres pays. La crise économique et la bourgeoisie portent leur coups de boutoir partout dans le monde. Et partout, de l'Europe aux Etats-Unis, les travailleurs commencent peu à peu à réagir et à refuser la paupérisation, l'austérité et les sacrifices "salutaires" (sic!) imposés.

Pour l'instant, cette riposte est en deçà des attaques que nous subissons. C'est incontestable. Mais une dynamique est enclenchée, la réflexion ouvrière et la combativité vont continuer de se développer. Pour preuve, ce fait nouveau: des minorités cherchent aujourd'hui à s'auto-organiser, à contribuer au développement de luttes massives et à se dégager de l'emprise syndicale.

En Espagne: 'diviser pour mieux régner'

Le 3 décembre, le gouvernement du "socialiste" José Zapatero s'est livré à une véritable provocation prenant pour cible les aiguilleurs du ciel: l'approbation en Conseil des ministres d'une semi-privatisation de l'Autorité de gestion des aéroports (AENA) , dans le cadre de nouvelles mesures anticrise prises par le gouvernement socialiste. Cette mesure inclut un dispositif portant à 1.670 heures par an le temps maximum légal que pourront travailler les contrôleurs, diminuant leur paiement en heures supplémentaires, reculant l'âge de leur départ en retraite et surtout abaissant leur salaire de 40% en moyenne (alors que les fonctionnaires du pays s'étaient vus récemment imposer une amputation entre 5 et 10 % de leur salaire). La riposte a été immédiate: les contrôleurs aériens ont quitté leurs postes de travail dans les heures qui suivaient, entraînant la fermeture de la majeure partie de l'espace aérien espagnol (sauf en Andalousie), en plein début du plus long "pont" de l'année (5 jours) en Espagne. Une gigantesque campagne idéologique a été orchestrée contre les grévistes présentés comme des "privilégiés" qui "*gagnent plus que le chef du gouvernement!*" "*Il n'est pas tolérable qu'une entreprise publique donne des salaires de millionnaires à ses employés*", avait affirmé le ministre des Transports, Blanco. La presse, elle aussi, s'est déchaînée contre les grévistes: *"avec cette attitude, les contrôleurs perdent la raison et la bataille de l'opinion publique"*, écrivait *El Pais* (centre-gauche). *La Vanguardia* (centre-droit) parlait d'une *"prise d'otages intolérable"* et *ABC* (droite) se moquait de ces *"malades imaginaires"*. Sur Internet, la radio *Cadena Ser* montrait une photo d'un repas samedi entre plusieurs contrôleurs, avec ce titre rageur: "*les responsables du chaos boivent un coup à Madrid*", tandis que sur Facebook, un blog réclamait leur renvoi. Plusieurs contrôleurs, interrogés par *El Pais*, ont tenté de se défendre: *"nous voulons seulement défendre nos droits"*, a dit l'un d'eux. *"Nous aussi nous sommes des victimes"*, ajoutait un autre, *"on nous montre comme les méchants dans les films (mais) la faute revient au gouvernement"*. Immédiatement après, "l'état d'urgence" a été décrété pendant quinze jours. Cela a permis de soumettre les aiguilleurs du ciel à l'autorité du Ministère de la Défense en les faisant passer du statut civil à celui de militaires mobilisés. les contrôleurs ont alors repris le travail sous 24 heures. Cette clause de la constitution espagnole n'avait jamais été invoquée jusqu'à aujourd'hui. Elle est destinée à aider le gouvernement à faire face à des catastrophes naturelles telles que des séismes et des inondations ou, dans ce cas précis, au blocage d'un service public essentiel au fonctionnement du pays comme le trafic aérien. Loin d'être une catastrophe naturelle, cette grève s'inscrivait, tout simplement, dans la lutte engagée contre le plan d'austérité édicté par le gouvernement socialiste en réduisant les dépenses publiques et les dépenses sociales, en rendant plus facile les licenciements dans un pays qui compte déjà 20 % de chômeurs.

L'état d'urgence permet au gouvernement d'arrêter le personnel des "industries stratégiques" qui refusent de travailler. Le ministre de l'Intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba a ainsi menacé : *"L'état d'urgence suppose la mobilisation de tous les contrôleurs et la mise à disposition de la justice de tous ceux qui ne se présenteront pas à leurs postes, tombant ainsi sous le coup d'un délit pouvant entraîner de sévères peines de prison pouvant aller de 8 à 10 ans."* Le ministre des Travaux publics et des Transports a en outre demandé qu'une sanction "appropriée" soit appliquée à ce "comportement irresponsable" dont de lourdes amendes et des licenciements contre les grévistes. Un aiguilleur du ciel a déclaré : "*On se croirait à nouveau revenu à l'époque de Franco*". C'est en effet la première fois depuis la fin du franquisme que l'article 116-2 de la Constitution est utilisé (les lois permettant l'imposition de tels pouvoirs avaient été laissés dans la constitution "démocratique" rédigée en 1978). Le gouvernement a justifié cette mesure par le caractère exceptionnel du conflit qui l'oppose aux contrôleurs aériens depuis un an. Ces derniers n'ont, en effet, jamais accepté les modifications de leurs conditions de travail en termes de retraite, de temps de travail et de salaire. Outre le soutien massif de la population et des médias, Zapatero a obtenu le renfort du Parti Populaire, PP, qui est sorti de la "contestation systématique" pour appuyer la décision gouvernementale. Loin de s'opposer à cette attaque contre la classe ouvrière, les syndicats espagnols et l'IU (la Gauche unie) conduite par le Parti communiste ont soutenu le gouvernement et ont eux aussi calomnier les grévistes en répétant à satiété qu'il s'agissait là d'une élite privilégiée prenant l'Espagne en otage.

La vérité est évidemment toute autre comme en témoigne ces propos d'un aiguilleur du ciel : "*J'ai la tristesse de vous dire que nous nous sentons mal depuis février dernier. On n'arrive pas à dormir correctement. On n'arrive pas à se reposer correctement. On nous change nos vacances et nos jours de congé et on nous réquisitionne pour travailler n'importe quel jour et dans n'importe quelle équipe. On nous force, ce n'est pas du volontariat*. […] *On est fatigué, épuisé, brisé*. […] *On veut en finir avec cette situation, mais on ne sait pas comment... De nouveaux décrets sont inventés jour après jour*."

Cette véritable provocation pour discréditer les aiguilleurs du ciel a évidemment pour but de préparer le terrain à d'autres "sacrifices" encore plus gros et à des attaques d'envergure contre d'autres groupes de travailleurs se mettant en grève pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement. Les travailleurs vivant en Espagne ont d'ailleurs vite pris conscience de cette tactique de division, la propagande haineuse du gouvernement socialiste et des syndicats contre cette corporation n'a pas eu un grand succès dans les rangs ouvriers. Il faut dire qu'avec l'impact de la crise le sentiment d'être tous dans la même galère fait son chemin dans toutes les têtes des exploités■

Wim / 12.12.2010

En Grande-Bretagne: la jeune génération renoue avec la lutte

Le premier samedi après l'annonce du plan de rigueur gouvernemental de réduction drastique des dépenses publiques, le 23 octobre, se sont déroulées un certain nombre de manifestations contre les coupes budgétaires, partout dans le pays, appelées par divers syndicats. Le nombre de participants, variant de 300 à Cardiff à 15.000 à Belfast ou 25.000 à Edimbourg, révèle le profondeur de la colère.

Une autre démonstration de ce ras le bol généralisé est la rébellion des étudiants contre la hausse de 300 % des frais d'inscription dans les universités. Déjà ces frais les contraignaient à s'endetter lourdement pour rembourser après leurs études des sommes astronomiques (pouvant aller jusqu'à 95.000 euros!). Ces nouvelles hausses ont donc provoqué toute une série de manifestations du Nord au Sud du pays (5 mobilisations en moins d'un mois: les 10, 24 et 30 novembre, les 4 et 9 décembre). Cette hausse a tout de même été définitivement votée à la chambre des Communes le 8 décembre.

Grèves des universitaires, dans la formation continue, des étudiants des écoles supérieures et des lycées, occupations d'une longue liste d'universités, de nombreuses réunions pour discuter de la voie à suivre... les étudiants ont reçu le soutien et la solidarité de la part de nombreux enseignants, notamment en fermant les yeux devant les absences des grévistes en classe (l'assiduité au cours est ici strictement réglementée) comme en allant rendre visite aux étudiants et en discutant avec eux.

La révolte des étudiants et élèves contre la hausse des frais de scolarité est toujours en marche. Les précédentes se sont terminées par des affrontements violents avec la police anti-émeute pratiquant une stratégie d'encerclement, n'hésitant pas à matraquer les manifestants, ce qui s'est traduit par de nombreux blessés et de nombreuses arrestations, surtout à Londres, alors que des occupations se déroulaient dans une quinzaine d'universités avec le soutien d'enseignants. Le 10 novembre, les étudiants avaient envahi le siège du parti conservateur et le 8 décembre, ils ont tenté de pénétrer dans le ministère des finances et à la Cour suprême, tandis que les manifestants ont tenté de s'en prendre à la Rolls-Royce transportant le prince Charles et son épouse Camilla. Les étudiants et ceux qui les soutiennent sont venus aux manifestations de bonne humeur, fabriquant leurs propres bannières et leurs propres slogans, certains d'entre eux rejoignant pour la première fois un mouvement de protestation. Les grèves, manifestations et occupations ont été tout sauf ces sages événements que les syndicats et les "officiels" de la gauche ont habituellement pour mission d'organiser. Les débrayages spontanés, l'investissement du QG du Parti conservateur à Millbank, le défi face aux barrages de police, ou leur contournement inventif, l'invasion des mairies et autres lieux publics, ne sont que quelques expressions de cette attitude ouvertement rebelle. Et le dégoût devant la condamnation des manifestants à Millbank de Porter Aaron, le président du NUS (Syndicat National des Etudiants), était si répandu qu'il a dû ensuite présenter ses plus plates excuses. Cet élan de résistance à peine contrôlé a inquiété les gouvernants. Un signe clair de cette inquiétude est le niveau de la répression policière utilisée contre les manifestations. Le 24 novembre à Londres, des milliers de manifestants ont été encerclés par la police quelques minutes après leur départ de Trafalgar Square, et malgré quelques tentatives réussies pour percer les lignes de police, les forces de l'ordre ont bloqué des milliers d'entre eux pendant des heures dans le froid. A un moment, la police montée est passée directement à travers la foule. A Manchester, à Lewisham Town Hall et ailleurs, mêmes scènes de déploiement de la force brutale. Après l'irruption au siège du parti conservateur à Millbank, les journaux ont tenu leur partition habituelle en affichant des photos de présumés "casseurs", faisant courir des histoires effrayantes sur les groupes révolutionnaires qui prennent pour cible les jeunes de la nation avec leur propagande maléfique. Tout cela montre la vraie nature de la "démocratie" sous laquelle nous vivons.

La révolte étudiante au Royaume-Uni est la meilleure réponse à l'idée que la classe ouvrière dans ce pays reste passive devant le torrent d'attaques lancées par le gouvernement sur tous les aspects de notre niveau de vie: emplois, salaires, santé, chômage, prestations d'invalidité ainsi que l'éducation. Elle est un avertissement pour les dirigeants que toute une nouvelle génération de la classe exploitée n'accepte pas leur logique de sacrifices et d'austérité ■

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail: belgique@internationalism.org

ABONNEMENTS

Tous les prix en euros	Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Monde	Air Mail Monde
Internationalisme (4 nos)	6	10	10	15	20
Revue Internationale (FR/AN/ESP - 4 nos)	15,5	25	15,5	17	20
Internationalisme + Revue Internationale	22	40	25	35	40

Abonnement-diffuseur
à partir du 2ème Internationalisme : 1,0 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2ème Revue Internationale : 2,5 EUR par numéro supplémentaire.
Envoi sous pli fermé
Internationalisme ou Revue Internationale : Belgique : + 8,5 EUR
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI :
contactez directement la section en question
Anciens numéros d'Internationalisme: 0,50 EUR
Abonnements par versement au compte 000-3351977-45
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore en plaçant vos commentaires sur notre site internet.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.
Vos contributions sont les bienvenues au compte 000-3351977-45 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTION

vente militante: R (18.02)	10,00
vente militante: Cercle de discussion Spartacus Anvers (15.02)	0,70
TOTAL NOVEMBE 2010 - JANVIER 2011	10,70
TOTAL GENERAL 2010	1081,68



Courant Communiste International

Revue Internationale

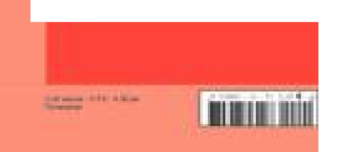
France, Grande-Bretagne, Tunisie
L'avenir est au développement international et à la prise en main de la lutte de classe

Face à la crise capitaliste, il n'existe aucune voie de sortie

La crise en Grande-Bretagne

La révolution hongroise de 1919
L'exemple de la Russie inspire les ouvriers hongrois (II)

La Gauche communiste en Russie
Le *Manifeste* du Groupe ouvrier du Parti communiste russe (IIIe partie)



144

REUNIONS PUBLIQUES

■ à Anvers: samedi 19 mars à 14h, Huis van de Sport, Congrescentrum, Boomgaardstraat 22, Berchem

France, Italie, Grande-Bretagne, Tunisie, Egypte, Lybie, …: partout les jeunes réagissent contre la crise: «Nous voulons un futur!»

Depuis 2006 nous voyons une vague de protestations de jeunes étudiants en France (CPE), Grèce, Allemagne, Etats-Unis, Autriche et à Porto Rico. En 2010, de nouveau en France. Un grand nombre d'étudiants participèrent aux manifestations massives contre les attaques du gouvernement sur les pensions. Souvent ils prirent l'initiative d'organiser des assemblées générales pour décider comment poursuivre la lutte. Ensuite, s'est développée en Italie une dure lutte contre la «réforme-Gelmini» prévoyant des économies et une baisse des allocations. Partout des réunions furent menées pour débattre sur la lutte et décider de la stratégie à suivre. Le 10 novembre, la protestation se répand à l'île anglaise. Un raz-de-marée de combativité traverse le pays. Les occupations des universités ont ouvert leurs discussions à tous ceux qui voulaient y prendre part. A Londres, les étudiants se sont rendus aux piquets de grève des ouvriers du métro; les occupants de l'Université de Londres ont su arracher un salaire minimum pour le personnel de nettoyage. En janvier, ce fut le tour aux Pays-Bas où 20.000 étudiants manifestèrent contre la hausse du Minerval et de la suppression de 7.000 postes dans le secteur.

Depuis mi-décembre, en Afrique du Nord, en mouvement de masse jamais vu auparavant, des jeunes sont descendus dans la rue pour protester contre le manque total de perspectives de travail et contre la hausse des prix de premières nécessités. Dans de nombreux pays, leur rébellion s'associe aux grèves des travailleurs de divers secteurs et se jette dans une large révolte sociale contre la misère criante, la famine et la corruption.

Dans cette réunion publique, nous voulons discuter sur le lien entre les mouvements des jeunes, les révoltes sociales et la lutte de la classe ouvrière.

*ces mouvements de jeunes forment-ils en effet un phénomène international d'ensemble?

*Y a-t-il un lien entre les révoltes sociales en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et les mouvements de jeunes en Europe et en Amérique?

*Pourquoi ces mouvements éveillent-ils une solidarité parmi les travailleurs?

■ à Bruxelles: samedi 7 mai à 15h, Centre des Cultures "Pianofabriek", rue du Fort 35a, St-Gilles

■ à Amsterdam : samedi 18 juin, 14h, De Badcuyp, 1e Sweelinckstr. 10, 1073 CH Amsterdam-Zuid

■ à Bruxelles: 1 mai, stand fête 1 mai FGTB Bruxelles

LES DONNÉES LES PLUS RÉCENTES: fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258,
Valencia 46080, Espagne

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
Haryana, INDE

INTERNACIONALISMO
venezuela@internationalism.org

INTERNATIONALISM
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215, USA

INTERNATIONALISME
BP 94, 2600 Berchem/Anvers,
Belgique

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, Suède

REVOLUCION MUNDIAL
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexique

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108 - 75018 Paris,
France

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli, Italie

WERELDREVOLUTIE
WR, PO BOX 339, 800 AH
GOUDA,
Pays-Bas

WELTREVOLUTION
Postfach 410308, 50863 Köln 41,
Allemagne

WELTREVOLUTION
Postfach 2216, CH-8026 Zürich,
Suisse

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N 3XX,
Grande-Bretagne

WORLD REVOLUTION
(Australie)
oz@internationalism.org

Du fait des conditions politiques actuelles au Vénézuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org.*

De même, la BP en Australie est momentanément suspendue. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Grande-Bretagne ou par e-mail à *oz@internationalism.org*

BROCHURES DU CCI

Les publications peuvent être obtenues à nos réunions publiques et permanences, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte 000-3351977-45 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers (+2 euros pour les frais d'envoi)

Plate-forme et Manifeste du CCI	2,50
Ce n'est pas le communisme qui s'effondre, mais le stalinisme	1,85
Crise et décadence du capitalisme	2,50
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital	4,50
Guerre du Golfe	2,50
La Gauche Communiste Britannique (anglais)	7,00
La Gauhe Communiste de France	4,00
La Gauche Communiste d'Italie	8,00
La Gauche Communiste de Russie (anglais)	10,00
La Gauche Communiste Hollandaise	12,00
La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme	3,00
Le trotskysme contre la classe ouvrière	4,50
Les syndicats contre la classe ouvrière	2,50
L'Etat dans la période de transition du capitalisme au communisme	3,00
Nation ou classe	3,00
Organisation communiste et conscience de classe	1,85
Russie 1917, début de la révolution mondiale	2,50
Luttes dans la fonction publique de décembre 95	2,00
Comment le PCF est passé au service du capital	3,00
Le communisme n'est pas un bel idéal...	3,00
Les élections : un piège pour la classe ouvrière	2,00



LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE DU CCI

Anvers:
•"Groene Waterman" Wolstraat 7
•"Dierckxsens" Melkmarkt

Bruxelles:
•"La Borgne Agasse" rue Anoul 30, 1050
•"Aden" avenue Bréart 44, 1060
•"Aurora" Rue J.Volders, 1060
•"Press Shop"
Place De Brouckère, 1000 •

Gand:
•"De Brug" Phoenixstraat 1
•"De Brug" Rijhovelaan 1
• "International Press Store" Rooigemlaan 501
•"WALRY-Nieuwscentrum" Zwijnaardsesteenweg 6

Liège:
•"Varia" rue des Mineurs 8
•"Livre aux Tresors" rue Sebastien Laruelle 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Une seule classe, un même combat! (adresse de l'AG de la Gare de l'Est, Paris)

Nous publions ci-dessous un texte de l'assemblée générale interprofessionnelle de la Gare de l'Est / Ile-de-France qui s'est constituée lors du dernier mouvement de lutte en France contre la réforme des retraites, à l'automne 2010, et qui continue encore aujourd'hui de se réunir régulièrement.

Cette AG, par cette "Adresse internationale aux ouvriers d'Europe" fait vivre une valeur fondamentale pour la classe ouvrière et son combat: l'internationalisme. Oui, exploités du monde entier, nous subissons aujourd'hui une brutale dégradation de nos conditions de vie! Oui, nous sommes tous attaqués par la bourgeoisie! Oui, dans tous les pays, les bourrasques de la crise économiques nous appauvrissent et, parfois même, nous affament!

Face à ce système d'exploitation de plus en plus inhumain, nous devons donc refuser de nous laisser diviser en nationalités, religions, couleurs de peau… Notre lutte doit d'étendre et s'unir par delà toutes les frontières.

Adresse aux salariés, chômeurs, étudiants et précaires d'Europe

Nous sommes un groupe de salariés de différents secteurs (cheminots, enseignants, informaticiens…), de chômeurs et de précaires. Pendant les récentes grèves en France, nous nous sommes réunis en Assemblée Générale Interprofessionnelle – d'abord sur le quai d'une gare (Gare de l'Est, Paris), ensuite dans une salle d'une Bourse du Travail. Nous voulions regrouper plus largement possible des travailleurs d'autres villes de la région parisienne. Parce que nous en avions assez de la collaboration de classe des syndicats qui nous menaient une nouvelle fois à la défaite, nous avons voulu nous organiser par nous-mêmes pour tenter d'unifier les secteurs en grève, étendre la grève et que ce soit les grévistes eux-mêmes qui contrôlent leur lutte.

A la guerre sociale des capitalistes, les travailleurs doivent opposer une lutte de classe

En Grande-Bretagne, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en France… dans tous les pays, nous sommes tous durement attaqués. Nos conditions de vie se dégradent.

En Grande-Bretagne, le gouvernement Cameron a annoncé la suppression de 500.000 emplois dans la fonction publique, £7 milliards de coupes dans les budgets sociaux, le triplement des droits d'inscription à la fac, etc.

En Irlande, le gouvernement Cowen vient de baisser le salaire horaire minimum de plus d'un euro et les retraites de 9 %. Au Portugal, les travailleurs font face à un taux de chômage record. En Espagne, le "très socialiste" Zapatero n'arrête pas de faire des coupes claires en tout genre dans les allocations chômages, les aides sociales et médicales…

En France, le gouvernement continue la casse de nos conditions de vie. Après les retraites, c'est le tour de la santé. L'accès aux soins devient de plus en plus difficile pour les travailleurs: toujours plus de médicaments payants, augmentation des mutuelles privées, suppressions de postes dans l'hôpital public. Comme l'ensemble des services publics (Poste, EDF-GDF, Telecom), l'Hôpital est démantelé et privatisé. Résultat: des millions de familles ouvrières ne peuvent déjà plus se soigner!

Cette politique est vitale pour les capitalistes. Face au développement de la crise et de l'effondrement de pans entiers de l'économie capitaliste, ces derniers trouvent de moins en moins de marchés sources de profits pour leurs capitaux. Aussi sont-ils d'autant plus pressés de privatiser les services publiques.Cependant, ces nouveaux marchés sont plus restreints en terme de débouchés productifs que ne le sont les piliers de l'économie mondiale tels que le bâtiment, l'automobile, le pétrole…. Ils ne permettront pas, même dans le meilleur des cas, un nouvel essor économique salvateur.

Aussi, dans ce contexte d'effondrement, la lutte pour les marchés sera des plus acharnée pour les grands trusts internationaux. Autrement dit, ce sera une question de vie ou de mort pour les investisseurs de capitaux. Dans cette lutte, chaque capitaliste se retranchera derrière son Etat pour se défendre. Au nom de la défense de l'économie nationale, les capitalistes tenteront de nous enchaîner dans leur guerre économique.De cette guerre, les victimes sont… les travailleurs. Car derrière la défense de l'économie nationale, chaque bourgeoisie nationale, chaque État, chaque patron essaie de réduire ses "coûts" pour maintenir sa "compétitivité". Concrètement, ils n'auront de cesse que d'intensifier les attaques contre nos conditions de vie et de travail. Si nous les laissons faire, si nous acceptons de nous serrer encore la ceinture, ces sacrifices ne connaîtront pas de fin. Ils remettront en cause jusqu'à nos conditions d'existence!

Travailleurs, refusons de nous laisser diviser par corporation, secteur ou nationalité. Refusons de nous livrer cette guerre économique de part et d'autre des frontières. Battons-nous ensemble et unissons-nous dans la lutte! Le cri lancé par Marx est d'autant plus d'actualité: "Prolétaires de tous les pays unissez-vous".

C'est à nous les travailleurs de prendre nous-mêmes nos luttes en main

Aujourd'hui, ce sont les travailleurs de Grèce, d'Espagne, les étudiants d'Angleterre qui sont en lutte et sont en butte à des gouvernements qui, de gauche comme de droite, sont aux services des classes dirigeantes. Et comme nous en France, vous avez à faire à des gouvernements qui répriment violemment les travailleurs et les chômeurs, les étudiants, les lycéens.

En France, cet automne, nous avons voulu nous défendre. Nous étions des millions à descendre dans la rue pour refuser purement et simplement cette nouvelle attaque. Nous nous sommes battus contre cette nouvelle loi et contre toutes les mesures d'austérité qui nous touchent de plein fouet. Nous avons dit "Non!" à l'augmentation de la précarité et de la pauvreté. Mais l'intersyndicale nous a menés volontairement à la défaite en combattant l'extension du mouvement gréviste:

- au lieu de briser les barrières de métier et de corporation pour unir le plus largement les travailleurs, elle a fermé les assemblées générales de chaque entreprises aux autres travailleurs;
- elle a fait des actions spectaculaires pour "bloquer l'économie" mais rien fait pour organiser des piquets de grève ou des piquets volants qui auraient pu attirer d'autres travailleurs dans la lutte. Ce que des travailleurs et précaires ont fait;
- elle a négocié notre défaite derrière notre dos, derrière les portes fermées des cabinets ministériels.

L'intersyndicale n'a jamais rejeté la loi sur les retraites, elle a même répété et répété encore qu'elle était "nécessaire" et "inévitable"! A l'entendre, nous aurions dû nous contenter de demander à ses côtés "plus de négociations gouvernement-patrons-syndicats", "plus d'aménagements de la loi pour une réforme plus juste et équitable"…

Pour lutter contre toutes ces attaques, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. En ce qui nous concerne nous avons défendu dans ce mouvement la nécessité pour les travailleurs de s'organiser sur leurs lieux de travail dans des AG souveraines, de se coordonner à l'échelle nationale pour diriger le mouvement gréviste en élisant des délégués révocables à tout moment. Seule une lutte animée, organisée et contrôlée par l'ensemble des travailleurs, tant dans ses moyens que dans ses objectifs, peut créer les conditions nécessaire afin d'assurer la victoire.

Nous savons que ce n'est pas fini, les attaques vont continuer, les conditions de vie vont être de plus en plus difficiles et les conséquences de la crise du capitalisme ne vont qu'empirer. Partout dans le monde, nous devons donc nous battre. Pour cela, nous devons retrouver confiance dans notre propre force:

- nous sommes capables de prendre nos luttes en main et de nous organiser collectivement;
- nous sommes capables de débattre ouvertement et fraternellement, en "libérant la parole";
- nous sommes capables de contrôler véritablement la tenue de nos débats et nos décisions.

Les assemblées générales ne doivent pas être dirigées par les syndicats mais par les travailleurs eux-mêmes.

Nous allons devoir nous battre pour défendre nos vies et l'avenir de nos enfants! Les exploités du monde entier sont frères et sœurs d'une seule et même classe! **Seule notre union de par les frontières sera à même de jeter à bas ce système d'exploitation** ■

Des participants de l'AG interpro "Gare de l'Est et Île-de-France"

Pour nous contacter: interpro@riseup.net

NOS POSITIONS

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

■ La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

■ Les régimes étatisés qui, sous le nom de "*socialistes*" ou "*communistes*", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

■ Depuis le début du XXème siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

■ Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

■ Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *ouvriers*, *socialistes*, *communistes* (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

■ Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

■ Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

■ Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

■ La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "*autogestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

■ L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"*organiser la classe ouvrière*", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

■ La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

■ L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

■ Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

■ Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande*, *hollandaise* et *italienne*.

Edit. resp. H. Deponthière BP94 - 2600 Berchem